

# Bréf.

Lettre d'information et de réflexion  
de Martial Passi



## PLUI

### L'AMF dénonce la remise en cause des règles du jeu

Alors que la loi ALUR avait fixé les modalités de transfert du plan local d'urbanisme (PLU) aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes, l'avant-projet de loi pour la croissance et l'activité modifie certaines des règles adoptées. Le gouvernement veut modifier une loi très récente, dans un domaine de compétence essentiel, sans aucune concertation, provoquant l'exaspération légitime des élus.

[ **Bréf.** l'instabilité législative et le manque de concertation sont contre-productives face à la crise du logement. ]

## GESTION COMMUNALE

### Combattre les discours populistes

Le président de l'Association des petites villes de France (APVF) demande au premier ministre de combattre avec les élus « les discours populistes fustigeant la gestion locale », et souligne la dégradation croissante de la situation financière de nombreuses petites villes qui ne pourront plus continuer à jouer leur rôle d'amortisseur social et d'aménageur des territoires.

[ **Bréf.** les élus locaux ne supportent plus d'être les boucs émissaires de politiques qu'ils n'ont pas décidées. ]

## FINANCES PUBLIQUES

### Un rapport sénatorial alarmant

La réduction des dotations de l'Etat de 12,5 milliards € entre 2014 et 2017, dont 3,7 milliards € dans la LF 2015, va plonger la grande majorité des collectivités territoriales dans « l'impasse financière et budgétaire », selon un rapport sénatorial. Elle revient à ramener le montant des dotations aux collectivités à son niveau de 2003.

[ **Bréf.** Cette amputation sans précédent des dotations d'Etat aux collectivités locales est une véritable catastrophe. ]

### [ Je pense que ]

“ La baisse des dotations d'État me fait craindre le pire, car elle va générer des conséquences désastreuses pour les territoires, le tissu économique et les populations. ”

## 97<sup>ÈME</sup> CONGRÈS DE L'AMF

### Les élus locaux en colère



Le 97<sup>ème</sup> congrès de l'Association des Maires de France a constitué un moment fort pour l'expression de l'inquiétude et de la colère des élus locaux. Asphyxie des finances locales, existence menacée des communes, des départements et des services publics de proximité, aggravation de la crise dans tous les domaines, absence de concertation, dénigrement systématique des élus locaux : le constat est unanime, cela ne peut plus durer.

[ **Bréf.** Elu vice-président de l'AMF, je mettrai toute mon énergie pour faire entendre la voix des élus locaux et des territoires. ]